

Une révision qui mériterait d'être révisée : arrimer le financement des universités au marché nuit à toute la société, affirme la Table des partenaires universitaires

NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) →

10 juin, 2024, 19:13 ET

MONTRÉAL, le 10 juin 2024 /CNW/ - Le travail effectué sur la révision de la *Politique québécoise de financement des universités* par la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, n'obtient pas la note de passage selon les membres de la Table des partenaires universitaires (TPU). Sa mesure la plus importante, estimée à 170 millions de dollars, qui vise à augmenter l'inscription et la diplomation d'étudiant•es dans des « domaines prioritaires » en donnant aux institutions des subventions pour chaque inscrit•e et diplômé•e dans ces domaines, incitera, d'une part, les établissements à admettre et à diplômer des personnes qui ne satisferont pas aux exigences des programmes, ce qui minera nécessairement la valeur des diplômes. Elle contribuera, d'autre part, à instrumentaliser l'enseignement universitaire pour répondre aux besoins du marché du travail et aux priorités du gouvernement. L'incitatif est d'autant plus malheureux lorsqu'on considère **l'échec annoncé des bourses Perspectives**, une mesure similaire instituée par le même gouvernement il y a deux ans.

Il est cependant important de reconnaître qu'une des mesures promues par la nouvelle politique de financement réjouit l'ensemble de la TPU : la proposition d'augmenter le financement inconditionnel de toutes les universités (afin de les rendre moins dépendantes des subventions basées essentiellement sur le nombre d'étudiant•es). Attendu depuis de nombreuses années par le milieu universitaire, le financement inconditionnel avait d'ailleurs été mentionné par plusieurs intervenant•es dans le cadre de l'appel de mémoire lancé par le ministère de l'Enseignement supérieur. Mentionnons que ce financement, qui ne

dépend pas des variations des effectifs étudiants, offre une plus grande prévisibilité aux institutions. Il prévient également, au passage, une concurrence interétablissement pour le recrutement de « clientèle » donnant lieu à des dépenses importantes qui n'apportent aucune valeur ajoutée à la formation ou la recherche.

Le gouvernement entend aussi simplifier les allocations spécifiques, et la TPU tient à réaffirmer l'importance des allocations aux universités régionales (grâce à un refinancement du réseau public de l'Université du Québec) qui fournissent une aide extrêmement nécessaire à des établissements essentiels au dynamisme et à la vitalité du savoir sur l'ensemble du territoire québécois, et ce, dans un contexte où ces universités sont bien souvent structurellement défavorisées. Cependant, la TPU déplore que cette nouvelle politique se fasse à coût nul et sans réinvestissement, alors que les besoins sont bien réels.

Finalement, la TPU se désole du refus de la ministre de s'attaquer frontalement à la précarité des étudiant•es stagiaires dans le secteur public. Principale revendication pour cette révision de la politique de financement portée par l'Union étudiante du Québec (UEQ), une organisation membre de la TPU, la rémunération des stages avait pourtant fait l'objet d'une motion adoptée à l'unanimité en 2023. Le changement de cap du gouvernement arrive en pleine crise du logement, dans un contexte inflationniste très difficile, où un nombre significatif de personnes doivent s'endetter non seulement pour leurs études, mais également pour leur toit et leur panier d'épicerie, une situation que documente d'ailleurs **une nouvelle étude menée par le Groupe de recherche en économie publique appliquée (GREPA)**. La TPU souhaite rappeler à la ministre que l'université doit rester accessible au plus grand nombre, qu'elle ne doit pas être réservée aux plus riches - les seul•es qui, après tout, ont le loisir de travailler gratuitement.

La TPU rappelle à la ministre de l'Enseignement supérieur qu'une politique de financement des universités doit nécessairement se construire en dialogue avec les travailleuses et les travailleurs ainsi que les étudiantes et les étudiants du milieu universitaire. À cet égard, la TPU déplore l'occasion ratée par la ministre de soutenir adéquatement l'enseignement supérieur en répondant à l'appel massif au refinancement du réseau universitaire de toute la communauté qui y œuvre. La Table souhaite également lui faire savoir qu'elle se met à sa disposition pour contribuer à améliorer sa révision de la *Politique québécoise de financement des universités*, et ce, afin que cette dernière reflète ses défis et ses préoccupations sur le terrain.

La Table des partenaires universitaires (TPU) réunit des organisations représentant des étudiant·es, du personnel de soutien, technique et professionnel, des chargé·es de cours et des professeur·es. Depuis quelque trente années, la TPU milite pour une vision humaniste de l'université, qui se définit notamment par le partage et la diffusion du savoir et des connaissances, le développement de l'esprit critique et les services à la communauté.

Organisations membres de la TPU :

Fédération des professeures et des professeurs d'université

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec - CSN

Fédération de la recherche et de l'enseignement universitaire du Québec - CSQ

Union étudiante du Québec

Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur - CSQ

Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche

Conseil provincial du secteur universitaire, Syndicat canadien de la fonction publique - FTQ

Conseil québécois des syndicats universitaires - AFPC

Fédération des professionnelles - CSN

Fédération universitaire des syndicats étudiants

SOURCE Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU)

Émile Bordeleau-Pitre, conseiller stratégique aux communications, 514-692-3643, emile.bordeleau-pitre@fqppu.org